

LA BRUTALITÉ D'UN SYSTÈME EN CRISE L'ACCROISSEMENT DU CHÔMAGE



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Tel :

...../...../...../...../.....

Mail:.....

@.....

Pas de surprise, en octobre, malgré le tripatouillage des chiffres et les radiations massives, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a encore progressé atteignant 5 833 300 personnes sans emploi stable, soit 300 000 de plus en un an.

Le report de l'âge de la retraite provoque une aggravation du chômage chez les plus de 50 ans : +11,4% par rapport à octobre 2013. Les jeunes semblent moins subir cette hausse en partie dissimulée par les divers contrats subventionnés sur fonds publics. Un quart des 16-25 ans sont sur des emplois aidés.

L'hypocrisie règne

Mais il y a quand même un chiffre qui baisse : le pourcentage de chômeurs indemnisés, avec une allocation chômage moyenne de 800 euros, passe à 46,6% ! Bravo au gouvernement, au MEDEF et aux syndicats signataires de la convention d'assurance-chômage. Une partie des autres chômeurs reçoivent le RSA soit moins de 500 euros pour une personne seule et moins de 1200 euros pour une famille avec 3 enfants... Mais plus d'un million de personnes ne perçoivent rien : les jeunes de moins de 25 ans (qui n'ont pas du tout travaillé ou pas assez pour bénéficier du RSA jeunes), celles dont les ressources dépassent le plafond (parce que le conjoint a des ressources même si c'est une allocation adulte handicapé ou une allocation-chômage).

«*Soyons honnêtes, nous sommes en échec face au chômage*» a déclaré le ministre du travail Rebsamen. L'honnêteté, ce serait d'arrêter les déclarations hypocrites : en taillant dans les dépenses publiques et en accordant les milliards du « pacte de responsabilité » aux patrons, le gouvernement satisfait d'abord les patrons et les marchés financiers. Les chômeurs, les travailleurs qui vivent dans l'angoisse de perdre leur emploi ou qui sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants ont droit au mieux à des bonnes paroles au pire aux menaces.

Pour Hollande-Valls-Macron aujourd'hui comme Sarkozy hier, « ceux d'en bas » ne sont qu'une variable d'ajustement. Ils doivent payer pour la crise du capitalisme. « Ceux d'en haut » ont droit à tous les égards, ils doivent pouvoir sans contrainte faire ce qu'ils veulent de l'argent de l'Etat. Ainsi, le ministère des Finances précise : « *l'administration fiscale ne contrôlera pas l'utilisation du CICE* » (crédit emploi compétitivité). Par contre, les allocataires du RSA eux sont contrôlés et un renforcement du contrôle des chômeurs se profile à l'horizon.

Des solutions existent

Le chômage de masse n'est pas une fatalité. Des milliers d'emplois devraient être créés dans l'éducation, la santé et la fonction publique pour répondre aux besoins sociaux, dans le bâtiment pour l'isolation pour répondre aux besoins écologiques, etc.. Un million d'emplois publics à plein temps payés au salaire moyen coûterait à l'Etat 16,4 milliards d'euros, soit beaucoup moins que les cadeaux faits aux entreprises sans impact sur le chômage. Ensuite, il faut partager le travail avec une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes.

Voilà ce que ferait un gouvernement aussi fidèle aux intérêts des opprimés que Hollande et sa bande le sont aux intérêts des capitalistes. Un tel gouvernement ne sortira pas d'une combinaison parlementaire. Il devra s'affronter sans concession au système capitaliste. Il apparaîtra « *quand tous les pauvres s'y mettront* ».